



TRANSAT A.T. INC.
PREMIER RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 31 janvier 2013

Le 13 mars 2013

Relations avec les investisseurs
M. Denis Pétrin
Vice-président, finances et administration
et chef de la direction financière
relationsinvestisseurs@transat.com

Symboles boursiers
TSX : TRZ.B, TRZ.A

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, par rapport au trimestre clos le 31 janvier 2012 et doit être lu avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 octobre 2012, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2012, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du premier trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2012. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 13 mars 2013. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Nos états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la *section Mesures financières non normalisées selon les IFRS* pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « Société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la Société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la Société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la Société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, la déclaration concernant :

- La perspective selon laquelle la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit pour le deuxième trimestre générer des résultats supérieurs à ceux de 2012.

En faisant cette déclaration, la Société a supposé que les tendances sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les réservations se poursuivront selon les tendances indiquées, que les prix du carburant, les coûts et le dollar par rapport aux devises européennes et américaine demeureront stables, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement. Si ces hypothèses se révèlent

incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La Société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la Société à cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. Nous présentons parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon, ni n'est reconnue par les IFRS. Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société sont les suivantes :

Marge avant amortissement (perte d'exploitation avant amortissement)	Marge brute avant charge d'amortissement.
Bénéfice ajusté (perte ajustée)	Résultat avant charge d'impôt avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA, gain à la cession d'une filiale, dépréciation du goodwill et charge (gain) de restructuration.
Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts)	Résultat net attribuable aux actionnaires avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA, gain à la cession d'une filiale et charge (gain) de restructuration, net des impôts y afférents.
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts par action	Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action.
Dettes totales	Dettes à long terme plus les ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services.
Dettes totales nettes	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie et les placements dans des PCAA.

Les mesures financières décrites ci-haut n'ont pas de sens prescrit par les IFRS, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs ou celles utilisées par des analystes financiers. Ces mesures ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les IFRS. La direction croit que ces mesures, ou certaines de ces mesures, sont utilisées par les utilisateurs de notre rapport de gestion pour analyser les résultats de la Société, sa performance financière ainsi que sa situation financière.

La direction utilise, en plus des mesures financières selon les IFRS, la marge avant amortissement (perte d'exploitation avant amortissement), le bénéfice ajusté (perte ajustée) et le bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts) pour mesurer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente de la Société. La direction croit que ces mesures sont importantes puisqu'elles excluent des résultats des éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme, plutôt que le rendement des opérations quotidiennes de la Société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société de s'acquitter de ses obligations financières.

La direction utilise également la dette totale et la dette totale nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la Société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer le levier financier de la Société.

Le tableau suivant présente les rapprochements des mesures financières non normalisées avec les mesures financières les plus comparables des IFRS :

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 janvier	
	2013 \$	2012 \$
Marge brute (perte d'exploitation)	(29 936)	(41 747)
Amortissement	8 919	9 908
Marge avant amortissement (perte d'exploitation avant amortissement)	(21 017)	(31 839)
Résultat avant charge d'impôt	(20 142)	(40 053)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(8 796)	(1 622)
Perte sur des placements dans des PCAA	—	780
Bénéfice ajusté (perte ajustée)	(28 938)	(40 895)
Perte nette attribuable aux actionnaires	(15 137)	(29 489)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(8 796)	(1 622)
Perte sur des placements dans des PCAA	—	780
Incidence fiscale	2 369	390
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts	(21 564)	(29 941)
Perte ajustée après impôts	(21 564)	(29 941)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul de la perte diluée par action	38 323	38 054
Perte ajustée après impôts diluée par action	(0,56)	(0,79)
	Au 31 janvier 2013 \$	Au 31 octobre 2012 \$
Ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs de services	531 629	557 133
Dettes totales	531 629	557 133
Dettes totales	531 629	557 133
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(247 877)	(171 175)
Placements dans des PCAA	—	(27 350)
Dettes totales nettes	283 752	358 608

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 janvier			
	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %
États des résultats consolidés				
Revenus	805 714	829 296	(23 582)	(2,8)
Marge avant amortissement (perte d'exploitation avant amortissement) ¹	(21 017)	(31 839)	10 822	34,0
Résultat net attribuable aux actionnaires	(15 137)	(29 489)	14 352	48,7
Résultat de base par action	(0,39)	(0,77)	0,38	49,4
Résultat dilué par action	(0,39)	(0,77)	0,38	49,4
Perte ajustée après impôts ¹	(21 564)	(29 941)	8 377	28,0
Perte ajustée après impôts diluée par action ¹	(0,56)	(0,79)	0,23	29,1
États des flux de trésorerie consolidés				
Activités opérationnelles	61 374	50 738	10 636	21,0
Activités d'investissement	14 712	(14 362)	29 074	202,4
Activités de financement	258	(2 262)	2 520	111,4
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	358	(1 715)	2 073	120,9
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	76 702	32 399	44 303	136,7
	Au 31 janvier 2013 \$	Au 31 octobre 2012 \$	Écart \$	Écart %
États de la situation financière consolidés				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	247 877	171 175	76 702	44,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (courant)	407 153	331 172	75 981	22,9
Placements dans des PCAA	—	27 350	(27 350)	(100,0)
	655 030	529 697	125 333	23,7
Actif total	1 395 881	1 163 301	232 580	20,0
Dette	—	—	—	—
Dette totale ¹	531 629	557 133	(25 504)	(4,6)
Dette totale nette ¹	283 752	358 608	(74 856)	(20,9)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

APERÇU

ACTIVITÉ PRINCIPALE

Transat fait partie des plus grands voyagistes entièrement intégrés dans le monde. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, principalement par l'intermédiaire, dans le cadre d'une stratégie multicanal. Transat est aussi un distributeur au détail, aussi bien en ligne que par l'entremise d'agences de voyages, dont certaines lui appartenant. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une proportion importante de ses besoins. Transat offre des services à destination au Canada, au Mexique, en République Dominicaine et en Grèce. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine.

VISION

Leader du voyage vacances, Transat entend poursuivre son développement en inspirant confiance aux voyageurs et en leur proposant une expérience à la fois exceptionnelle, chaleureuse et sûre. Nos clients sont notre raison d'être et le développement responsable du tourisme est notre passion. Nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

STRATÉGIE

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la Société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale, qui la distingue de plusieurs de ses concurrents; de renforcer sa position en France, où elle figure déjà parmi les plus grands voyagistes; et de pénétrer de nouveaux marchés ou d'affirmer sa présence dans des marchés où elle n'est que partiellement présente à l'heure actuelle. Quant aux nouveaux marchés éventuels, la priorité ira à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations.

Au chapitre de l'intégration verticale, le principal vecteur de croissance est la distribution multicanal, que Transat continuera de développer en élargissant sa présence sur le terrain et en investissant dans des systèmes technologiques qui lui permettront de mieux répondre aux attentes de plus en plus variées des consommateurs.

En parallèle, grâce à des investissements ciblés en technologie et à des gains d'efficacité qu'elle poursuit en modifiant sa gestion interne, Transat entend améliorer sa marge brute et maintenir ou accroître ses parts de marché sur tous ses marchés. La gestion des coûts demeure un élément important de la stratégie, étant donné la faiblesse des marges brutes dans le tourisme.

En outre, Transat constate l'importance stratégique croissante des enjeux liés au développement durable dans l'industrie du voyage vacances et dans le monde du transport aérien. Ce phénomène, exacerbé par la croissance prévue du tourisme et du transport aérien, se manifeste de diverses manières, notamment les pressions réglementaires ou tarifaires liées aux émissions de gaz à effet de serre, les attentes plus grandes des clients et des investisseurs à cet égard, etc. Au vu et au su de cette tendance, et constatant qu'une entreprise de tourisme a un intérêt direct à voir l'environnement sauvegardé et les collectivités demeurer accueillantes face au phénomène touristique, Transat a entrepris d'adopter des pratiques d'avant-garde en matière de responsabilité d'entreprise et de tourisme durable. Ce faisant, la Société vise entre autres les bénéfices suivants pour elle-même : une consommation moindre de ressources, avec une diminution équivalente de coûts; une marque différenciée et un attachement plus grand de la part de ses clients, ce qui pourrait se traduire par des avantages commerciaux; une loyauté et une mobilisation plus grande de la part de ses employés.

Pour l'exercice 2013, les objectifs que Transat poursuivra sont les suivants :

- **Optimiser la performance financière et la stratégie de marché de l'organisation.** Les efforts portent entre autres sur l'optimisation de la flotte aérienne et du parc hôtelier dans les destinations soleil, le contrôle et la réduction de certains coûts, la poursuite des projets de mise à niveau informatique, la gestion des revenus et l'augmentation des ventes contrôlées.
- **Améliorer le produit et l'expérience-client.** Les efforts portent entre autres sur la mise au point d'un produit hôtelier distinctif dans les destinations soleil, l'enrichissement de l'offre, la poursuite du programme de modernisation de la flotte et l'amélioration de la performance des centres de relations clients.
- **Augmenter l'efficacité de l'organisation et implanter une vision centrée sur le client et le développement durable.** Les efforts portent entre autres sur l'implantation d'un programme d'amélioration de l'expérience-client, la mise à niveau des programmes de ressources humaines concernés et la poursuite du programme de développement durable implanté en 2007.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché et la croissance de nos revenus et de notre marge avant amortissement. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 janvier			
	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %
Amérique	690 717	700 837	(10 120)	(1,4)
Europe	114 997	128 459	(13 462)	(10,5)
	805 714	829 296	(23 582)	(2,8)

Nous tirons nos revenus des voyagistes expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyagistes réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2012, nos revenus ont diminué de 23,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2013. Cette diminution découle principalement de notre décision de réduire notre offre sur tous nos marchés. Au cours du trimestre, nous avons enregistré une diminution du nombre de voyageurs de 12,6 %. Toutefois, la baisse de nos revenus du trimestre a été compensée par des hausses de nos prix de vente et par les revenus de 32,6 millions de dollars générés par Vacances Tours Mont-Royal (« TMR ») qui a été acquise le 1^{er} février 2012, soit au début du deuxième trimestre de l'exercice 2012.

CHARGES OPÉRATIONNELLES

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 janvier			
	2013	2012	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%
Coûts liés à la prestation de services touristiques	498 920	494 126	4 794	1,0
Salaires et avantages du personnel	82 365	95 114	(12 749)	(13,4)
Carburant d'aéronefs	66 225	88 991	(22 766)	(25,6)
Commissions	42 881	40 071	2 810	7,0
Entretien d'aéronefs	20 752	27 569	(6 817)	(24,7)
Loyer d'aéronefs	20 419	19 882	537	2,7
Frais d'aéroports et de navigation	15 374	17 974	(2 600)	(14,5)
Autres	79 795	77 408	2 387	3,1
Amortissements	8 919	9 908	(989)	(10,0)
Total	835 650	871 043	(35 393)	(4,1)

Nos charges opérationnelles totales ont diminué de 35,4 millions de dollars (4,1 %) pour le trimestre, par rapport à 2012. Cette diminution découle principalement de notre décision de réduire notre offre sur tous nos marchés. De plus, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, nous avons modifié notre flotte d'aéronefs en y retirant deux Airbus A310 (au cours du premier trimestre de 2012, 2 Airbus A330 ont été ajoutés à la flotte graduellement). Les charges opérationnelles, principalement nos coûts liés à la prestation de services touristiques, tiennent compte d'augmentations à la suite de l'acquisition de TMR qui est survenue le 1^{er} février 2012. Ceci s'est traduit, pour le premier trimestre, par une diminution de nos dépenses d'exploitation en Amérique de 3,0 % et de 9,5 % en Europe.

COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ces coûts ont augmenté de 4,8 millions de dollars (1,0 %) pour le trimestre. Cette hausse découle entre autres de l'ajout des coûts découlant de l'acquisition de TMR, de l'augmentation des coûts de chambres d'hôtels et, dans une moindre mesure, des variations dans les catégories de produits vendus.

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont diminué de 12,7 millions de dollars (13,4 %) pour le trimestre, comparativement à 2012. La diminution du trimestre découle principalement de la cession de notre filiale Handlex et, dans une moindre mesure, de la réduction de notre offre.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a diminué de 22,8 millions de dollars (25,6 %) pour le trimestre. Cette diminution découle principalement de la baisse du nombre d'heures de vols effectués par notre flotte d'aéronefs et découle également d'une baisse des prix du carburant comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a augmenté de 2,8 millions de dollars (7,0 %) au cours du premier trimestre, par rapport à 2012. En termes de pourcentage de nos revenus, les commissions ont augmenté et représentent 5,3 % de nos revenus pour le premier trimestre, comparativement à 4,8 % pour la même période en 2012. Cette augmentation résulte principalement de la redéfinition du programme de commission aux agences de voyages de la Société afin d'inclure dans les montants sur lesquels une commission est calculée les frais de surcharge de carburant et les frais de services pour les réservations de forfaits de certaines marques de la Société.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2012, ces dépenses ont diminué de 6,8 millions de dollars (24,7 %) au cours du premier trimestre. Cette diminution découle principalement de la baisse du nombre d'heures de vols effectués par notre flotte.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont augmenté de 0,5 million de dollars (2,7 %) au cours du premier trimestre.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et agences responsables de la gestion du trafic aérien. Ces frais ont diminué de 2,6 millions de dollars (14,5 %) pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2013, en ligne avec la diminution de notre nombre de vols effectué par les aéronefs de notre flotte.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 2,4 millions de dollars (3,1 %) au cours du premier trimestre, comparativement à 2012. Cette augmentation découle principalement de la hausse des autres coûts aériens qui ont augmenté à la suite de la cession, le 12 juin 2012, de notre filiale Handlex puisque nous devons désormais acheter ces services d'une tierce partie.

AMORTISSEMENTS

Les amortissements incluent l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables et des avantages incitatifs reportés. Les amortissements ont diminué de 1,0 million de dollars au cours du premier trimestre comparativement à la période correspondante de 2012. Cette diminution est attribuable à des acquisitions d'immobilisations corporelles et des actifs incorporels, au cours des derniers exercices, qui sont amortissables sur de plus longues périodes.

MARGE BRUTE (PERTE D'EXPLOITATION)

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 29,9 millions de dollars (3,7 %) au cours du premier trimestre, comparativement à une perte d'exploitation de 41,7 millions de dollars (5,0 %) en 2012. La diminution de notre perte d'exploitation découle principalement de l'augmentation des prix de vente moyens.

Nous avons affiché une perte d'exploitation avant amortissement de 21,0 millions de dollars (2,6 %) au cours du premier trimestre, comparativement à une perte d'exploitation avant amortissement de 31,8 millions de dollars (3,8 %) en 2012. La diminution découle principalement de l'augmentation des prix de vente moyens.

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

AMÉRIQUE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 janvier			
	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	690 717	700 837	(10 120)	(1,4)
Charge opérationnelles	706 988	728 908	(21 920)	(3,0)
Marge brute (perte d'exploitation)	(16 271)	(28 071)	11 800	42,0

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont diminué de 10,1 millions de dollars (1,4 %) au cours du premier trimestre, comparativement à 2012. La diminution de nos revenus découle principalement de notre décision de réduire notre capacité sur les destinations soleil et sur le marché transatlantique. Ainsi, le nombre de voyageurs a diminué de 10,8 %. Toutefois, la baisse de nos revenus a été freinée par des hausses de nos prix de vente et par les revenus de 32,6 millions de dollars générés par TMR. Nous avons réalisé une perte d'exploitation de 16,3 millions de dollars (2,4 %) pour le trimestre, comparativement à une perte d'exploitation de 28,1 millions de dollars (4,0 %) en 2012. La diminution de notre perte d'exploitation découle principalement de l'augmentation des prix de vente moyens, et aussi des efforts de réductions de coûts.

Pour le premier trimestre, notre perte d'exploitation avant amortissement s'est établie à 8,3 millions de dollars comparativement à 19,1 millions de dollars en 2012.

EUROPE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 janvier			
	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	114 997	128 459	(13 462)	(10,5)
Charges opérationnelles	128 662	142 135	(13 473)	(9,5)
Marge brute (perte d'exploitation)	(13 665)	(13 676)	11	0,1

Comparativement à 2012, les revenus de nos filiales européennes au cours du premier trimestre, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont diminué de 13,5 millions de dollars (10,5 %), principalement à la suite de notre décision de réduire la capacité. Le nombre de voyageurs a diminué de 11,5 % pour le trimestre, comparativement à 2012 alors que nos prix de vente moyens affichaient des hausses. Nos activités européennes ont affiché une perte d'exploitation de 13,7 millions de dollars (11,9 %) au cours du trimestre, comparativement à 13,7 millions de dollars (10,6 %) en 2012.

Pour le premier trimestre, notre perte d'exploitation avant amortissement s'est établie à 12,7 millions de dollars comparativement à 12,7 millions de dollars en 2012.

AUTRES CHARGES ET (REVENUS)

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 janvier			
	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %
Coûts de financement	668	504	164	32,5
Revenus de financements	(1 825)	(1 837)	12	0,7
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(8 796)	(1 622)	(7 174)	(442,3)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	6	(156)	162	103,8
Perte sur des placements dans des PCAA	—	780	(780)	(100,0)
Quote-part de la perte nette d'une entreprise associée	153	637	(484)	(76,0)

COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de financement incluent les intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement ont augmenté de 0,2 million de dollars au cours du premier trimestre.

REVENUS DE FINANCEMENT

Les revenus de financements du premier trimestre sont comparables à la période correspondante de 2012.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la Société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au cours du présent trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 8,8 millions de dollars, comparativement à 1,6 millions de dollars en 2012.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

Les gains/pertes de change sur les éléments monétaires à long terme sont principalement attribuables à l'effet des taux de change sur nos dépôts en devises. Au cours du premier trimestre, nous avons affiché une perte de change négligeable sur les éléments monétaires à long terme, comparativement à un gain de change de 0,2 million de dollars en 2012.

PERTE (GAIN) SUR DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le gain/perte sur des placements dans des PCAA correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur des placements dans des PCAA. Au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2013, la Société a vendu la totalité de ses placements dans des PCAA. Cette transaction n'a résulté en aucun gain ou perte. Au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2012, la perte sur des placements dans des PCAA a atteint 0,8 million de dollars (Se référer à la section *Placements dans des PCAA* pour plus de détails).

QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Cette quote-part de la perte nette pour le premier trimestre s'élève 0,2 million de dollars comparativement à 0,6 million de dollars pour le trimestre correspondant de 2012. L'augmentation de la quote-part du résultat net découle d'une meilleure rentabilité opérationnelle qu'en 2012.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Les récupérations d'impôts sur le résultat ont atteint 6,2 millions de dollars au cours du premier trimestre comparativement à 11,5 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du résultat net d'une société associée, le taux d'imposition réel a été de 31,0 % pour le présent trimestre comparativement à 29,1 % pour la période correspondante de 2012. La variation de taux d'impôt pour le trimestre découle principalement des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs résultats imposables, le cas échéant.

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

En conséquence des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre perte nette pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 s'est établie à 13,9 millions de dollars comparativement à une perte nette de 28,6 millions de dollars en 2012. La perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 15,1 millions de dollars, soit 0,39 \$ par action (de base et diluée), par rapport à une perte nette de 29,5 millions de dollars, soit 0,77 \$ par action (de base et diluée) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 323 000 pour le premier trimestre 2013 et de 38 054 000 pour le trimestre correspondant de 2012.

Pour le premier trimestre, notre perte ajustée après impôts s'est établie à 21,6 millions de dollars (0,56 \$ par action) comparativement à 29,9 millions de dollars (0,79 \$ par action) en 2012.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus affichent des hausses pour la saison d'hiver et des baisses pour la saison estivale (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents). Dans l'ensemble les prix de vente moyens sont en hausse alors que le nombre de voyageurs est en hausse pour la saison hivernale et en baisse pour l'été. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T2-2011 \$	T3-2011 \$	T4-2011 \$	T1-2012 \$	T2-2012 \$	T3-2012 \$	T4-2012 \$	T1-2013 \$
Revenus	1 101 109	936 974	805 930	829 296	1 212 426	909 056	763 441	805 714
Marge (perte d'exploitation)	(1 756)	3 936	6 227	(41 747)	(36 320)	12 498	41 731	(29 936)
Marge avant amortissement (perte d'exploitation avant amortissement)	9 299	14 736	16 984	(31 839)	(26 226)	22 074	52 946	(21 017)
Résultat net (perte nette)	10 095	(2 567)	(6 655)	(28 580)	(11 774)	9 664	17 154	(13 940)
Résultat net attribuable aux actionnaires	8 715	(2 782)	(7 266)	(29 489)	(13 199)	9 405	16 614	(15 137)
Résultat par action de base	0,23	(0,07)	(0,19)	(0,77)	(0,35)	0,25	0,43	(0,39)
Résultat par action dilué	0,23	(0,07)	(0,19)	(0,77)	(0,35)	0,25	0,43	(0,39)
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts	(576)	2 849	7 343	(29 941)	(24 536)	10 521	28 684	(21 564)
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts par action	(0,02)	0,07	0,19	(0,79)	(0,64)	0,28	0,75	(0,56)

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 janvier 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 247,9 millions de dollars, comparativement à 171,2 millions de dollars au 31 octobre 2012. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 446,2 millions de dollars à la fin du premier trimestre de l'exercice 2013 comparativement à 370,3 millions de dollars au 31 octobre 2012. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 15,6 millions de dollars, soit un ratio de 1,0, par rapport à un fonds de roulement déficitaire de 1,2 million de dollars et un ratio de 1,0 au 31 octobre 2012.

L'actif total a augmenté de 232,6 millions de dollars (20,0 %), passant de 1 163,3 millions le 31 octobre 2012 à 1 395,9 millions de dollars le 31 janvier 2013. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 76,7 millions de dollars (dont 27,4 millions de dollars provient de la vente des placements dans des PCAA), de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de 75,9 millions de dollars et des charges payées d'avance de 79,3 millions de dollars. Ces variations reflètent la saisonnalité de nos opérations. Les capitaux propres ont diminué de 15,3 millions de dollars, passant de 366,3 millions de dollars au 31 octobre 2012 à 351,0 millions de dollars au 31 janvier 2013. Cette diminution découle principalement de notre perte nette attribuable aux actionnaires de 15,1 millions de dollars.

FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 janvier		
	2013 \$	2012 \$	Écart \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	61 374	50 738	10 636
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	14 712	(14 362)	29 074
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	258	(2 262)	2 520
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	358	(1 715)	2 073
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	76 702	32 399	44 303

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au cours du premier trimestre, les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles se sont élevés à 61,4 millions de dollars, par rapport à 50,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012. L'augmentation de 10,6 millions de dollars survenue au cours

du trimestre, comparativement au trimestre correspondant de 2012, est attribuable à l'amélioration de notre rentabilité, laquelle a été compensée par une diminution de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués de 2,6 millions de dollars et par une augmentation de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel de 1,0 million de dollars.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont généré des flux de trésorerie de 14,7 millions de dollars au cours du premier trimestre, comparativement à des flux de trésorerie utilisés de 14,4 millions de dollars, une augmentation de 29,1 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2012. Au cours du trimestre, nous avons encaissé 27,4 millions de dollars à la suite de la vente de placements dans des PCAA. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont atteint 12,6 millions de dollars, comparativement à 15,1 millions de dollars en 2012, soit une diminution de 2,4 millions de dollars.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement ont atteint 0,3 million de dollars pour le premier trimestre comparativement à des flux de trésorerie utilisés de 2,3 millions de dollars en 2012. Cette augmentation découle principalement de l'absence, au premier trimestre 2013, de dividendes versés à une participation sans contrôle, comparativement à 2,6 millions de dollars pour la période correspondante de 2012.

FINANCEMENT

Au 31 janvier 2013, la Société dispose de plusieurs types de financements. Elle dispose principalement d'une facilité de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

La Société dispose d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50,0 millions de dollars, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes de l'entente, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 31 janvier 2013, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose aussi, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 janvier 2013, un montant de 52,5 millions de dollars était utilisé.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,5 millions d'euros [15,6 millions de dollars].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la Société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités et d'autres par voie de notes aux états financiers.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la Société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan estimée, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, s'élevait à environ 531,6 millions de dollars au 31 janvier 2013 (557,1 millions au 31 octobre 2012) et se résume comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 31 janvier 2013 \$	Au 31 octobre 2012 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	26 155	25 118
Contrats de cautionnement	1 100	1 108
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	504 374	530 907
	531 629	557 133

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la Société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

De plus, la Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35,0 millions de dollars. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 janvier 2013, un montant de 21,1 millions de dollars était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

Pour ses opérations françaises, la Société a accès à des lignes de cautionnement pour 11,2 millions d'euros [15,2 millions de dollars], dont 3,8 millions d'euros étaient utilisés [5,0 millions de dollars].

Au 31 janvier 2013, le montant des ententes hors bilan avait diminué de 25,5 millions de dollars. Cette diminution est attribuable aux remboursements effectués au cours de l'exercice.

Nous croyons que la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

Au 31 janvier 2013, l'endettement de la Société n'avait pas augmenté par rapport au 31 octobre 2012.

La Société n'affiche aucune dette à l'état de la situation financière, alors que nos ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, ont diminué de 25,5 millions de dollars, passant de 557,1 millions de dollars au 31 octobre 2012 à 531,6 millions de dollars au 31 janvier 2013, le tout représentant une diminution de la dette totale de 25,5 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2012. La diminution de notre dette totale découle des remboursements effectués au cours du premier trimestre 2013.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos placements dans des PCAA, la dette totale nette de la Société a diminué de 74,9 millions de dollars pour s'établir à 283,8 millions de dollars au 31 janvier 2013, comparativement à 358,6 millions de dollars au 31 octobre 2012.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 janvier 2013, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 31 janvier 2013, il y avait 856 359 actions à droit de vote variable de catégorie A et 37 491 242 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 13 mars 2013, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 2 938 517, dont 885 755 pouvaient être exercées.

PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le 9 novembre 2012, la Société a vendu ses PCAA pour une contrepartie totale de 27,4 millions de dollars.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique Perte (Gain) sur des placements dans des PCAA à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$	Perte (gain) \$
Solde au 31 octobre 2011	116 414	(37 663)	78 751	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	(780)	(780)	780
Remboursement de capital	(712)	—	(712)	—
Solde au 31 janvier 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2012	115 702	(38 443)	77 259	780
Appréciation des placements dans des PCAA	—	8 716	8 716	(8 716)
Remboursement de capital	(1 177)	—	(1 177)	—
Cession de placements dans des PCAA	(80 000)	22 552	(57 448)	—
Solde au 31 octobre 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 octobre 2012	34 525	(7 175)	27 350	(7 936)
Cession de placements dans des PCAA	(34 525)	7 175	(27 350)	—
Solde au 31 janvier 2013 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2013	—	—	—	—

Au début de la crise liée aux PCAA en 2007, la Société détenait des PCAA ayant une valeur nominale de 154,5 millions de dollars. De ce montant, 121,7 millions de dollars ont été récupérés, soit 78,7 %.

AUTRE

FLOTTE

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2013, deux A310 ont été retiré de la flotte. La flotte d'Air Transat compte actuellement neuf Airbus A310 (249 sièges), qui seront graduellement retirés, et douze Airbus A330 (342 sièges).

MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée et n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, ce qui constitue l'achèvement de la première partie d'un projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La première étape a couvert le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, alors que les deux prochaines parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche utilisée par l'IFRS 9 repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Compte tenu des nouvelles exigences, une entité qui décide d'évaluer un passif à la juste valeur présentera la partie de la variation de la juste valeur attribuable aux changements apportés au risque de crédit propre aux capitaux propres dans la section des autres éléments du résultat global, plutôt que dans le compte de résultat. L'IFRS 9 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2015, et l'application anticipée est permise.

IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplace la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une société mère. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. L'IFRS 12 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 1 – PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 consiste en l'exigence visant à regrouper ensemble les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat. Les modifications maintiennent également les exigences voulant que les autres éléments du résultat global et le résultat net doivent être présentés soit dans un seul état soit dans deux états consécutifs. Les modifications apportées à l'IAS 1 sont en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2012, et l'application anticipée est permise. La Société ne prévoit pas que ces modifications auront une incidence sur la présentation de ses états financiers consolidés puisque les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat sont déjà regroupés.

IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donnera une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifieront aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Finalement, les modifications amélioreront les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 seront en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, font un rapport sur la conception des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) ainsi que sur la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF).

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les CPCI pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et que l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

De plus, le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière ont également conçu ou fait concevoir, sous leur supervision des CIIF pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers intermédiaires ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

ÉVALUATION DES CPCI ET CIIF

Une évaluation de l'efficacité de la conception des CPCI et des CIIF a été effectuée sous la supervision du Président et chef de la direction et du Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière. Cette évaluation portait sur l'examen de la documentation, les vérifications et les autres procédures que la direction a jugé appropriées dans les circonstances. Cette évaluation a également tenu compte, entre autres, de la politique de la Société quant à la divulgation des renseignements, du code d'éthique professionnel, du processus de sous-attestation, et du fonctionnement du comité de divulgation de l'information de la Société.

À la lumière de cette évaluation, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO), et dans le cadre de la préparation de son rapport financier et rapport de gestion intermédiaires, ces deux dirigeants signataires considèrent adéquates la conception des CPCI et des CIIF pour les documents intermédiaires de la Société pour la période intermédiaire terminée le 31 janvier 2013.

MODIFICATION DES CIIF

Comme il a été indiqué dans le rapport annuel 2012 de la Société, une erreur comptable pour une filiale de la Société, située à l'étranger et laquelle représente environ 5% des revenus consolidés de Transat, a exigé que la Société retrace ses états financiers de l'exercice clos le 31 octobre 2011. Conséquemment, tel qu'il est défini dans le Règlement 52-109, une faiblesse importante a été déclarée en ce qui concerne la conception et l'efficacité du fonctionnement des CIIF. À la suite de cet événement, des mesures correctives ont été adoptées et mises en œuvre afin de corriger cette faiblesse importante et également pour renforcer les CPCI et les CIIF de la Société, notamment :

- les postes clés du bilan de cette filiale ont été revus et validés par un membre de la direction financière du siège social;
- le processus de clôture des états financiers de fin de période de cette filiale ont été revus. Entre autres, les contrôles sur la création, l'autorisation, l'enregistrement et le traitement des opérations et des écritures de journal ont été renforcés;
- les contrôles reliés aux technologies de l'information de cette filiale ont été revus et validés;
- la ligne hiérarchique principale du responsable des finances de cette filiale auprès de la direction financière du siège social a été renforcée;
- l'audit interne s'est assuré de l'existence et l'efficacité des nouvelles mesures correctives, tel que décrites.

Finalement, à l'exclusion de ces mesures correctives mises en place dans cette filiale, sur la base de notre évaluation, il n'y a eu aucune autre modification significative des CIIF survenue au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2013 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur les CIIF de la Société.

PERSPECTIVES

Le marché des destinations soleil au départ du Canada représente une partie substantielle de l'activité de Transat durant la saison d'hiver. Au deuxième trimestre, la capacité de Transat sur ce marché est inférieure d'environ 10 % à celle déployée l'an passé. Les taux d'occupation sont inférieurs à ceux enregistrés à pareille date l'année dernière, les prix de vente sont supérieurs.

Sur le marché transatlantique, où c'est la basse saison, la capacité de Transat est inférieure de 18 % à celle déployée l'hiver dernier. Les taux d'occupation sont similaires et les prix de vente sont supérieurs.

En France, où l'hiver représente la basse saison, par rapport à l'an passé à la même date, les réservations moyens-courriers sont similaires, les réservations longs-courriers sont inférieures de 7 % (reflétant la décision de la Société de réduire la capacité) et les prix de vente sont légèrement supérieurs dans les deux cas.

Dans la mesure où ces tendances se maintiennent, la Société prévoit au deuxième trimestre des résultats meilleurs que l'an dernier.

Pour l'été, le marché transatlantique au départ du Canada et de l'Europe est le marché principal. La capacité déployée sur ce marché est inférieure de 11 % à celle de 2012. Les coefficients d'occupation sont similaires et les prix de ventes sont supérieurs. En France, par rapport à l'an passé à la même date, les réservations sont légèrement en retard et les prix de vente sont semblables.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Au 31 janvier 2013 \$	Au 31 octobre 2012 \$
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	247 877	171 175
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 6]</i>	407 153	331 172
Clients et autres débiteurs	118 350	111 525
Impôts sur le résultat à recevoir	23 870	14 690
Stocks	11 683	11 469
Charges payées d'avance	136 562	57 234
Instruments financiers dérivés	11 860	7 460
Partie courante des dépôts	23 911	12 968
Actifs courants	981 266	717 693
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	39 065	39 119
Placements dans des PCAA <i>[note 7]</i>	—	27 350
Dépôts	24 139	30 735
Actifs d'impôt différé	22 509	24 338
Immobilisations corporelles	103 219	96 415
Goodwill	92 513	91 494
Immobilisations incorporelles	64 052	66 531
Placements et autres actifs <i>[note 8]</i>	69 118	69 626
Actifs non courants	414 615	445 608
	1 395 881	1 163 301
PASSIF		
Fournisseurs et autres créditeurs	351 866	307 219
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 9]</i>	14 848	19 513
Impôts sur le résultat à payer	2 115	932
Dépôts de clients et revenus différés	591 969	382 823
Instruments financiers dérivés	4 847	8 416
Passifs courants	965 645	718 903
Provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 9]</i>	11 425	12 356
Autres passifs <i>[notes 11]</i>	54 991	54 448
Passifs d'impôt différé	12 811	11 268
Passifs non courants	79 227	78 072
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions <i>[note 12]</i>	220 994	220 736
Provision pour paiements fondés sur des actions	13 872	13 336
Résultats non distribués	130 061	145 198
Profit latent (pertes latentes) sur les couvertures de flux de trésorerie	(1 060)	(475)
Montant cumulé des écarts de change	(12 858)	(12 469)
	351 009	366 326
	1 395 881	1 163 301

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés

AVIS

Les auditeurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joints selon les normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés concernant l'examen des états financiers intermédiaires par des auditeurs.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2013	2012
	\$	\$
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)</i>		
Revenus	805 714	829 296
Charges opérationnelles		
Coûts liés à la prestation de services touristiques	498 920	494 126
Salaires et avantages du personnel	82 365	95 114
Carburant d'aéronefs	66 225	88 991
Commissions	42 881	40 071
Entretien d'aéronefs	20 752	27 569
Loyer d'aéronefs	20 419	19 882
Frais d'aéroports et de navigation	15 374	17 974
Autres	79 795	77 408
Amortissements	8 919	9 908
	835 650	871 043
Marge brute (perte d'exploitation)	(29 936)	(41 747)
Coûts de financement	668	504
Revenus du financement	(1 825)	(1 837)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(8 796)	(1 622)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	6	(156)
Perte sur des placements dans des PCAA <i>[note 7]</i>	—	780
Quote-part de la perte nette d'une entreprise associée	153	637
Résultat avant charge d'impôts	(20 142)	(40 053)
Impôts sur les bénéfices (récupération)		
Exigibles	(10 391)	(9 100)
Différés	4 189	(2 373)
	(6 202)	(11 473)
Perte nette	(13 940)	(28 580)
Résultat net attribuable aux :		
Actionnaires	(15 137)	(29 489)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 197	909
	(13 940)	(28 580)
Résultat par action attribuable aux actionnaires <i>[note 12]</i>		
De base	(0,39)	(0,77)
Dilué	(0,39)	(0,77)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2013	2012
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	\$	\$
Perte nette de la période	(13 940)	(28 580)
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront reclassés en résultat net		
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(106)	(597)
Reclassement en résultat net	(839)	973
Impôts différés	360	(154)
	(585)	222
Pertes de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	(389)	(1 798)
Total des autres éléments du résultat global	(974)	(1 576)
Résultat global de la période	(14 914)	(30 156)
Attribuable aux :		
Actionnaires	(16 100)	(31 069)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 186	913
	(14 914)	(30 156)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Attribuables aux actionnaires							
	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global		Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Profit (perte) latent(e) sur les couvertures de flux de trésorerie	Montant cumulé des écarts de change			
(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2011	219 462	11 063	161 726	1 948	(9 958)	384 241	—	384 241
Résultat net (perte nette) de la période	—	—	(29 489)	—	—	(29 489)	909	(28 580)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	222	(1 802)	(1 580)	4	(1 576)
Résultat global	—	—	(29 489)	222	(1 802)	(31 069)	913	(30 156)
Émission sur le capital autorisé	347	—	—	—	—	347	—	347
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	499	—	—	—	499	—	499
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(909)	(909)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	4	4	(4)	—
	347	499	—	—	4	850	(913)	(63)
Solde au 31 janvier 2012	219 809	11 562	132 237	2 170	(11 756)	354 022	—	354 022
Résultat net de la période	—	—	12 820	—	—	12 820	2 224	15 044
Autres éléments du résultat global	—	—	(1 970)	(2 645)	(790)	(5 405)	77	(5 328)
Résultat global	—	—	10 850	(2 645)	(790)	7 415	2 301	9 716
Émission sur le capital autorisé	927	—	—	—	—	927	—	927
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 774	—	—	—	1 774	—	1 774
Autres variations du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	2 111	—	—	2 111	(2 111)	—
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(113)	(113)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	77	77	(77)	—
	927	1 774	2 111	—	77	4 889	(2 301)	2 588
Solde au 31 octobre 2012	220 736	13 336	145 198	(475)	(12 469)	366 326	—	366 326
Résultat net de la période	—	—	(15 137)	—	—	(15 137)	1 197	(13 940)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(585)	(378)	(963)	(11)	(974)
Résultat global	—	—	(15 137)	(585)	(378)	(16 100)	1 186	(14 914)
Émission sur le capital autorisé	258	—	—	—	—	258	—	258
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	536	—	—	—	536	—	536
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(1 197)	(1 197)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(11)	(11)	11	—
	258	536	—	—	(11)	783	(1 186)	(403)
Solde au 31 janvier 2013	220 994	13 872	130 061	(1 060)	(12 858)	351 009	—	351 009

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Trimestres clos les 31 janvier

2013 2012

(en milliers de dollars canadiens) (non audité) \$ \$

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Perte nette de la période	(13 940)	(28 580)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds :		
Amortissements	8 919	9 908
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(8 796)	(1 622)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	6	(156)
Perte sur des placements dans des PCAA	—	780
Quote-part de la perte nette d'une entreprise associée	153	637
Impôts différés	4 189	(2 373)
Avantage du personnel	537	521
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	536	499
	(8 396)	(20 386)
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	75 351	74 336
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	15	(191)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	(5 596)	(3 021)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	61 374	50 738

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(12 638)	(15 074)
Contrepartie reçue à la suite de la cession de placements dans des PCAA	27 350	—
Encaissements du capital de placements dans des PCAA	—	712
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	14 712	(14 362)

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Produit de l'émission d'actions	258	347
Dividendes versés à une participation ne donnant pas le contrôle	—	(2 609)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	258	(2 262)

Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	358	(1 715)
--	-----	---------

Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	76 702	32 399
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	171 175	181 576
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	247 877	213 975

Informations supplémentaires (présentées avec les activités opérationnelles)

Impôts sur le résultat payés (récupérés)	1 648	(5 578)
Intérêts payés	275	241

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

[Les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « Société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Ses actions à droit de vote variable de catégorie A et ses actions à droit de vote de catégorie B sont inscrites à la Bourse de Toronto.

La Société est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en Europe, lesquels sont intégrés verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 13 mars 2013.

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

Note 2 BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Chacune des entités de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes faisant partie du rapport annuel de la Société de l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers qui ont été évalués à la juste valeur.

Note 3 MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée et n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, ce qui constitue l'achèvement de la première partie d'un projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La première étape a couvert le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, alors que les deux prochaines parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche utilisée par l'IFRS 9 repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Compte tenu des nouvelles exigences, une entité qui décide d'évaluer un passif à la juste valeur présentera la partie de la variation de la juste valeur attribuable aux changements apportés au risque de crédit propre aux capitaux propres dans la section des autres éléments du résultat global, plutôt que dans le compte de résultat. L'IFRS 9 sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2015, et l'application anticipée est permise.

IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplace la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une société mère. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. L'IFRS 12 sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 1 – PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 consiste en l'exigence visant à regrouper ensemble les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat. Les modifications maintiennent également les exigences voulant que les autres éléments du résultat global et le résultat net doivent être présentés soit dans un seul état soit dans deux états consécutifs. Les modifications apportées à l'IAS 1 sont en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2012, et l'application anticipée est permise. La Société ne prévoit pas que ces modifications auront une incidence sur la présentation de ses états financiers consolidés puisque les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat sont déjà regroupés.

IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donnera une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifieront aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Finalement, les modifications amélioreront les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 seront en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

Note 4 ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE

Le 1^{er} février 2012, la Société a acquis certains éléments d'actifs du voyageur Vacances Tours Mont-Royal (« TMR »), qui opère au Québec, pour une contrepartie au comptant de 5 778 \$. Vacances Tours Mont-Royal est un voyageur qui se spécialise dans la vente de forfaits sud au départ du Canada, entre autres à Cuba, en République dominicaine et au Mexique, et dont une grande portion du transport aérien était effectuée par Transat. Avec cette acquisition, la Société renforce son offre et ses services auprès de sa clientèle dans des marchés où elle est déjà présente.

La Société a complété l'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables pris en charge. L'excédent de la contrepartie totale sur la juste valeur de l'actif net acquis a été alloué à la marque de commerce.

Les actifs nets acquis et les passifs nets pris en charge se détaillent comme suit :

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	23 976
Clients et autres débiteurs	6 566
Charges payées d'avance	11 238
Immobilisations corporelles	291
Immobilisations incorporelles	4 483
Fournisseurs et autres créditeurs	(7 766)
Dépôts de clients et revenus reportés	(33 827)
Actif net à la juste valeur	4 961
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une entreprise acquise	817
Contrepartie totale	5 778

Les résultats de la société acquise ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. Au cours de l'exercice terminée le 31 octobre 2012, TMR a enregistré des revenus de 97 241 \$ (nil pour le trimestre clos le 31 janvier 2012) et une perte avant charge d'impôts de 5 372 \$ (nil pour le trimestre clos le 31 janvier 2012), lesquels figurent dans les résultats consolidés de la Société. Si TMR avait été consolidée à compter du 1^{er} novembre 2011, les résultats consolidés auraient tenu compte de revenus additionnels de 37 200 \$ et d'une perte avant charge d'impôt de 863 \$.

Note 5 CESSION D'UNE FILIALE

Le 12 juin 2012, la Société a conclu la vente de sa filiale Handlex, qui offre des services aéroportuaires au sol aux aéroports internationaux de Montréal, Toronto et Vancouver, à Servisair Holding Canada Inc. pour une contrepartie totale en trésorerie de 9 000 \$, dont 6 000 \$ est à recevoir en deux versements annuels égaux. Le solde de prix de vente à recevoir porte intérêt au taux préférentiel et est garanti par une lettre de crédit irrévocable en faveur de la Société. La valeur comptable des actifs nets cédés le 12 juin 2012 s'établissait à 3 345 \$, ce qui a donné lieu à un gain à la cession d'une filiale de 5 655 \$. Cette transaction n'a entraîné aucune charge d'impôts puisque la Société a utilisé des pertes en capital, non enregistrées aux livres, pour éliminer l'imposition du gain en capital découlant de la transaction. La transaction prévoit une entente de services avec Air Transat, qui continuera de bénéficier des mêmes prestations de services de la part de Handlex dans ses trois bases d'opérations canadiennes.

La valeur comptable des actifs nets cédés se détaille comme suit :

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	890
Clients et autres débiteurs	3 277
Impôts sur le résultat à recevoir	598
Stocks	395
Charges payées d'avance	506
Immobilisations corporelles	3 910
Immobilisations incorporelles	297
Fournisseurs et autres créditeurs	(6 333)
Passif d'impôt différé	(195)
Actifs nets cédés	3 345

Note 6 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 janvier 2013, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 349 177 \$ [288 789 \$ au 31 octobre 2012] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec l'entente commerciale de la Société avec un de ses fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit. De plus, elle inclut 97 041 \$, dont une tranche de 39 065 \$ est présentée hors de l'actif courant, [81 502 \$ au 31 octobre 2012, dont une tranche de 39 119 \$ était présentée dans l'actif non courant] qui était cédée en nantissement de lettres de crédit.

Note 7 PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le 9 novembre 2012, la Société a vendu ses PCAA pour une contrepartie totale de 27 350 \$.

La variation des soldes de placements dans des PCAA à l'état de la situation financière consolidé et la composition de la rubrique *Perte (gain) sur des placements dans des PCAA* dans le compte de résultat consolidé se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$	Perte (gain) \$
Solde au 31 octobre 2011	116 414	(37 663)	78 751	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	(780)	(780)	780
Remboursement de capital	(712)	—	(712)	—
Solde au 31 janvier 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2012	115 702	(38 443)	77 259	780
Appréciation des placements dans des PCAA	—	8 716	8 716	(8 716)
Remboursement de capital	(1 177)	—	(1 177)	—
Cession de placements dans des PCAA	(80 000)	22 552	(57 448)	—
Solde au 31 octobre 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 octobre 2012	34 525	(7 175)	27 350	(7 936)
Cession de placements dans des PCAA	(34 525)	7 175	(27 350)	—
Solde au 31 janvier 2013 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2013	—	—	—	—

Note 8 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET AUTRES ACTIFS

	Au 31 janvier 2013 \$	Au 31 octobre 2012 \$
Participations dans des entreprises associées – Caribbean Investments B.V. [«CIBV»]	64 011	64 189
Solde de prix de vente à recevoir	3 000	3 000
Frais reportés, solde non amorti	755	793
Divers	1 352	1 644
	69 118	69 626

La variation du placement dans CIBV se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2012	64 189
Quote-part de la perte nette	(153)
Écart de change	(25)
Solde au 31 janvier 2013	64 011

Le solde de prix de vente à recevoir est payable le 11 juin 2014, porte intérêt au taux préférentiel et est garanti par une lettre de crédit irrévocable en faveur de la Société.

Note 9 PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS LOUÉS

La provision pour remise en état des aéronefs loués est liée à l'entretien des aéronefs loués utilisées par la Société dans le cadre des contrats de location simple. La variation de la provision pour remise en état des aéronefs loués pour les trimestres clos les 31 janvier se détaille comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2012	31 869
Provisions supplémentaires	2 234
Montants imputés à la provision	(7 650)
Écart de change	(180)
Solde au 31 janvier 2013	26 273
Provisions courantes	14 848
Provisions non courantes	11 425
Solde au 31 janvier 2013	26 273

	\$
Solde au 31 octobre 2011	33 318
Provisions supplémentaires	8 795
Montants imputés à la provision	(11 547)
Montants inutilisés repris	(350)
Écart de change	81
Solde au 31 janvier 2012	30 297
Provisions courantes	17 269
Provisions non courantes	13 028
Solde au 31 janvier 2012	30 297

Note 10 DETTE À LONG TERME

La Société dispose d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50 000 \$, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et critères financiers étaient respectés au 31 janvier 2013 et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 janvier 2013, un montant de 52 511 \$ était utilisé.

Des crédits d'exploitation totalisant 11 500 € [15 609 \$] ont été accordés à certaines filiales françaises. Ces crédits d'exploitation sont renouvelables annuellement et étaient inutilisés aux 31 janvier 2013.

Note 11 AUTRES PASSIFS

	Au 31 janvier 2013 \$	Au 31 octobre 2012 \$
Avantages du personnel	32 316	31 961
Avantages incitatifs reportés	18 667	19 685
Participations ne donnant pas le contrôle	25 399	24 193
	76 382	75 839
Moins participations ne donnant pas le contrôle incluses dans les Fournisseurs et autres créditeurs	21 391	21 391
	54 991	54 448

Note 12 CAPITAUX PROPRES

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC], ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la Société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est détenue et contrôlée, ou le devient, par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

ACTIONS À DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la Société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si l'action de catégorie B est détenue ou contrôlée, ou le devient, par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2011	38 021 720	219 462
Émission de la trésorerie	55 967	347
Solde au 31 janvier 2012	38 077 687	219 809
Émission de la trésorerie	217 981	927
Solde au 31 octobre 2012	38 295 668	220 736
Émission de la trésorerie	51 933	258
Solde au 31 janvier 2013	38 347 601	220 994

Au 31 janvier 2013, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevait respectivement à 856 359 et 37 491 242.

OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2012	2 199 810	13,99
Attribuées	766 620	6,01
Annulées	(27 913)	16,66
Solde au 31 janvier 2013	2 938 517	11,88
Options pouvant être exercées au 31 janvier 2013	885 755	20,42

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2013	2012
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	\$	\$
NUMÉRATEUR		
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Société servant au calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action	(15 137)	(29 489)
DÉNOMINATEUR		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	38 323	38 054
Effet des titres dilutifs	—	—
Options d'achat d'actions	—	—
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation utilisés dans le calcul du résultat dilué par action	38 323	38 054
Résultat par action		
De base	(0,39)	(0,77)
Dilué	(0,39)	(0,77)

Étant donné les pertes enregistrées au cours des trimestres clos le 31 janvier 2013 et 2012, les 2 938 517 et 2 416 097 options d'achat d'actions en circulation, respectivement, ont été exclues du calcul du résultat dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

Note 13 INFORMATION SECTORIELLE

La Société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les comptes de résultat consolidés incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la Société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe. Les cessions entre zones géographiques sont comptabilisées à des prix eu égard aux conditions du marché et à d'autres considérations.

	Trimestre clos le 31 janvier 2013		
	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$
Revenus	690 717	114 997	805 714
Charges opérationnelles	706 988	128 662	835 650
Marge brute (perte d'exploitation)	(16 271)	(13 665)	(29 936)

	Trimestre clos le 31 janvier 2012		
	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$
Revenus	700 837	128 459	829 296
Charges opérationnelles	728 908	142 135	871 043
Marge brute (perte d'exploitation)	(28 071)	(13 676)	(41 747)

	Revenus ¹⁾		Immobilisations corporelles, goodwill et autres immobilisations incorporelles	
	Trimestres clos les 31 janvier		Au 31 janvier	Au 31 octobre
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Canada	677 358	684 781	177 823	174 262
France	109 224	113 422	35 344	33 166
Royaume-Uni	5 326	14 718	32 176	32 984
Autres	13 806	16 375	14 441	14 028
	805 714	829 296	259 784	254 440

¹⁾ Les revenus sont attribués selon le pays de domiciliation de la filiale.

Note 14 GARANTIES

Dans le cours normal de l'activité, la Société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des transactions, telles que des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la Société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 7, 16, 19 et 25 des états financiers fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la Société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la Société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser aux bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la Société et ses filiales ont souscrit à une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La Société a signé des contrats de cautionnement avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces contrats de cautionnement, la Société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces contrats sont généralement émis pour un an et sont renouvelables.

La Société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la Société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 janvier 2013, le montant total de ces garanties s'élevait à 1 100 \$. Il ne s'est jamais produit que la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 janvier 2013, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE NON GAGÉE PAR DES DÉPÔTS

La Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35 000 \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 janvier 2013, un montant de 21 083 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

